

Cote du document: EB 2010/100/R.17/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 13 a) vi)  
Date: 16 septembre 2010  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## Mémorandum du Président

### Proposition de financement supplémentaire en faveur de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe pour le

### Programme d'appui participatif à l'agriculture familiale et à la pêche artisanale

#### Note pour les représentants au Conseil d'administration

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Andrea Serpagli**  
Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2859  
courriel: a.serpagli@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Fonctionnaire responsable des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Centième session  
Rome, 15-17 septembre 2010

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>i</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>ii</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Le programme</b>	<b>1</b>
A. Principaux créneaux de développement visés par le financement supplémentaire	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Composantes et catégories de dépenses	2
E. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
F. Avantages et justification économique et financière	3
G. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	3
H. Durabilité	4
<b>II. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>5</b>
<b>III. Recommandation</b>	<b>5</b>
<b>Appendices</b>	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

## Sigles et acronymes

PAPAFPA	Programme d'appui participatif à l'agriculture familiale et à la pêche artisanale
UCP	Unité de coordination du programme

## République démocratique de Sao Tomé-et-Principe

### Programme d'appui participatif à l'agriculture familiale et à la pêche artisanale

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	République démocratique de Sao Tomé-et-Principe
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture, du développement rural et des pêches
<b>Coût total du programme:</b>	16,45 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	7,95 millions de DTS (équivalant approximativement à 9,97 millions d'USD)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	1,99 million de DTS (équivalant approximativement à 3,0 millions d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Particulièrement favorables
<b>Cofinanceur:</b>	Agence française de développement (AFD)
<b>Montant du cofinancement (prêt):</b>	1,45 million d'USD
<b>Conditions du cofinancement (prêt):</b>	Parallèles
<b>Contribution de l'emprunteur (prêt):</b>	1,18 million d'USD
<b>Contribution de l'emprunteur (don):</b>	159 800 USD
<b>Contribution de l'emprunteur (total):</b>	1,34 million d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires (prêt):</b>	0,84 million d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement supplémentaire en faveur de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe pour le Programme d'appui participatif à l'agriculture familiale et à la pêche artisanale, telle qu'elle figure au paragraphe 28.

## Mémoire du Président

### Proposition de financement supplémentaire en faveur de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe pour le Programme d'appui participatif à l'agriculture familiale et à la pêche artisanale

#### I. Le programme

##### A. Principaux créneaux de développement visés par le financement supplémentaire

1. Le financement supplémentaire objet de la présente proposition permettra au FIDA et au Gouvernement de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe d'étendre les avantages du Programme d'appui participatif à l'agriculture familiale et à la pêche artisanale (PAPAFPA) à un plus grand nombre de ménages pauvres vivant de l'agriculture et de la pêche artisanale dans tout le pays. La proposition fait suite à une demande spécifique du gouvernement concernant l'extension de la couverture du programme, compte tenu de ses approches du développement intéressantes et des avantages notables qu'il a générés au profit des bénéficiaires pauvres.

##### B. Financement proposé

###### Contexte

2. Le financement supplémentaire, demandé par le Ministère de l'agriculture, du développement rural et des pêches, vise à: i) étendre la couverture actuelle du programme, afin d'englober neuf communautés supplémentaires de producteurs de cacao (du centre-ouest du pays) et sept communautés de producteurs de café, vivant dans la plantation de Monte Café; et ii) renforcer les actions actuellement conduites dans les filières déjà ciblées pour les cultures assurant la sécurité alimentaire, le poivre biologique et les produits halieutiques. Cette demande constitue une reconnaissance évidente du rôle joué par le PAPAFPA dans le développement des secteurs nationaux de l'agriculture et de la pêche et dans l'élaboration de politiques nationales relatives à ces secteurs, fondées sur les approches opérationnelles novatrices utilisées par le programme, tant au niveau de la base que des institutions.

###### Modalités et conditions

3. Il est proposé que le FIDA accorde à la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe un financement supplémentaire, sous la forme d'un don d'un montant de 1 990 000 DTS (équivalant approximativement à 3 millions d'USD), en utilisant l'allocation que le FIDA, au titre de son système d'allocation fondé sur la performance, a mise à la disposition de ce pays pour le cycle 2010-2012. Le gouvernement apportera une contribution d'un montant de 159 800 USD, portant à 3,16 millions d'USD environ la valeur totale du complément de financement (qui couvre la période de cinq ans 2011-2015).

### **Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État**

4. Le financement supplémentaire devant être accordé sous la forme d'un don, l'endettement actuel du pays et la capacité d'absorption de l'État n'entreront pas en ligne de compte.

### **Flux de fonds**

5. Le financement supplémentaire demandé sera déposé sur un compte spécial qui sera géré par l'unité de coordination du programme (UCP) du PAPAFFPA mais restera distinct du compte que le programme gère actuellement. À l'instar de ce qui se passe pour le compte existant, les demandes de retrait sur le nouveau compte spécial doivent être signées par les parties ayant reçu l'agrément du Ministère du plan et des finances.

### **Gouvernance**

6. La bonne gouvernance du financement supplémentaire sera assurée par les activités annuelles déjà conduites dans le programme, à savoir: i) l'audit indépendant confié à un intervenant extérieur, en conformité avec les règlements du FIDA; et ii) les missions de supervision directe réalisées par le FIDA.

### **Financement supplémentaire et taux de décaissement du programme**

7. Le taux de décaissement du PAPAFFPA, estimé par la dernière mission de supervision directe du FIDA, était égal à 53% à la fin du mois de mars 2010. Si l'on tient compte des demandes de retrait auxquelles il a été donné suite et des passations de marchés n'ayant fait l'objet d'aucune objection de la part du FIDA, le taux devrait atteindre 60% (59,3%) en juin 2010. Il est donc raisonnable de s'attendre à un décaissement complet et dans les délais des fonds encore disponibles avant la clôture du programme (septembre 2015). Le respect fidèle et ponctuel du plan de travail et budget du programme, assuré par le montage institutionnel actuel, garantit, en outre, l'utilisation efficace du financement supplémentaire requis.

## **C. Groupe cible et participation**

### **Financement supplémentaire et groupes cibles**

8. Quelque 40 000 petits agriculteurs et 18 000 pêcheurs/commerçants – soit 40% environ de la population totale<sup>1</sup> – bénéficient aujourd'hui du programme. Les bénéficiaires font partie des communautés les plus pauvres des zones rurales et côtières des deux îles formant Sao Tomé-et-Principe. Le financement supplémentaire permettra au PAPAFFPA de cibler sept nouvelles communautés de producteurs de cacao et neuf nouvelles communautés de producteurs de café.

### **Participation**

9. La participation des communautés aux activités du PAPAFFPA qui seront mises en œuvre à travers le don devrait être importante grâce à l'approche du développement impulsé par les communautés, adoptée par le programme. Cette approche repose sur: i) l'organisation des producteurs en associations primaires, connectées entre elles par une coopérative faitière chargée de collecter, transformer et exporter les produits; et, en parallèle, ii) l'apport de biens et services collectifs/sociaux.

## **D. Composantes et catégories de dépenses**

### **Principales composantes**

10. Le financement supplémentaire ne devrait pas modifier la structure actuelle du programme qui, conformément aux recommandations du dernier examen intercycles du mécanisme flexible de financement d'avril 2009, s'articule pour l'instant autour de trois composantes: a) développement des activités économiques/filières; b) Fonds pour les infrastructures communautaires (gestion incluse); et c) mesures d'appui et gestion du programme (gestion et coordination; information et communication; administration et gestion financière; et suivi-évaluation).

<sup>1</sup> Selon le rapport de préévaluation du PAPAFFPA (1482-ST), rapport principal, volume I, paragraphe 78, page 18, février 2001.

### **Catégories de dépenses**

11. Les fonds du don seront répartis entre les neuf catégories de dépenses prévues dans le don original: véhicules; matériel; formation et études; assistance technique; contrats de prestation de services; dépenses opérationnelles; personnel; infrastructures communautaires et contrats ciblés correspondants; et fonds non alloués.

## **E. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats**

### **Principaux partenaires d'exécution**

12. Les principaux partenaires seront l'UCP du PAPAFA, les prestataires de services locaux et les diverses organisations de bénéficiaires déjà créées dans le cadre du PAPAFA (la coopérative pour l'exportation du cacao biologique [CECAB], la coopérative pour l'exportation du cacao dans les circuits du commerce équitable [CECAQ-11] et la coopérative pour l'exportation du poivre biologique) ou en passe de l'être (par exemple, une coopérative d'exportation pour la filière du café).

### **Responsabilités en matière d'exécution**

13. L'UCP du PAPAFA sera globalement responsable de l'exécution de ce don. Elle sera épaulée par les prestataires de services locaux et les organisations de bénéficiaires, selon les contrats signés avec le PAPAFA ou la nature de leurs mandats respectifs (dans le cas des organisations de producteurs).

### **Rôle de l'assistance technique**

14. L'assistance technique, qui jouera un rôle déterminant dans la réalisation des activités liées au nouveau don, continuera à être assurée par: i) des prestataires de services techniques locaux; et ii) des partenaires privés et des entreprises étrangères, en tant que membres des quatre partenariats public-privé que le programme a mis sur pied.

### **Situation des principaux accords d'exécution**

15. Étant donné que la responsabilité globale de l'exécution continue à incomber au PAPAFA, les accords d'exécution applicables au nouveau financement sont déjà en place.

## **F. Avantages et justification économique et financière**

### **Principales catégories d'avantages générés**

16. Les avantages attendus sont les suivants: i) recul de la pauvreté dans les nouvelles communautés ciblées, grâce aux revenus générés et aux biens et services sociaux apportés dans le cadre des interventions du programme; ii) poursuite du renforcement institutionnel des organisations de bénéficiaires; et iii) amélioration de la production des cultures assurant la sécurité alimentaire (maïs, taro, manioc, bananes plantains, bananes et produits halieutiques).

## **G. Gestion des savoirs, innovation et élargissement**

### **Modalités de gestion des savoirs**

17. Une grande quantité de savoir-faire et bonnes pratiques extrêmement utiles, relatifs aux organisations de producteurs, à la production destinée aux circuits de produits biologiques/du commerce équitable, à la transformation/commercialisation des cultures d'exportation et aux partenariats public-privé, a déjà été engrangée. Ces connaissances sont mises à contribution pour étayer: i) les activités du PAPAFA actuellement conduites dans les nouvelles communautés ciblées par le présent don; ii) d'autres interventions de développement conduites à l'échelle du pays; et iii) la conception de la nouvelle politique de développement agricole. Ces aspects resteront des domaines prioritaires dans le cadre du nouveau don.

### **Innovations en matière de développement**

18. Les aspects novateurs ci-après du PAPAFFA seront appliqués dans le cadre du financement supplémentaire: i) l'utilisation de partenariats public-privé pour développer la filière nationale du café (par le biais de l'accord de collaboration récemment signé entre le Ministère de l'agriculture, du développement rural et des pêches/PAPAFFA et la société privée française MALONGO); ii) la promotion des méthodes de production biologique et de commerce équitable; iii) le recours aux organisations de bénéficiaires locales pour exporter directement des produits; et iv) l'utilisation des suppléments payés par les acheteurs pour la qualité des produits certifiés afin de fournir aux communautés ciblées les infrastructures et services sociaux et sanitaires essentiels.

### **Approche d'élargissement**

19. Comme mentionné plus haut, le don permettra au FIDA de fournir un appui institutionnel et pratique renforcé au gouvernement pour l'aider à définir une politique de développement national dans le secteur primaire et le secteur de la pêche et à mettre en œuvre une approche (fondée sur les partenariats public-privé, le développement impulsé par les communautés et les pratiques de production/commercialisation durables aux plans éthique, social et environnemental) favorisant le développement des filières agricoles dans l'ensemble du pays. Cette démarche débouchera sur de nouvelles possibilités d'étoffer le portefeuille du FIDA dans le pays.

## **H. Durabilité**

### **Classification environnementale**

20. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le PAPAFFA a été classé en catégorie C (aucun risque) pour les activités relatives à la pêche et en catégorie B (suivi exigé) pour les activités liées à l'agriculture. L'expansion du programme se pliera strictement aux principes caractérisant les meilleures pratiques éthiques, sociales et environnementales. La classification environnementale du PAPAFFA dans le domaine de la production agricole va donc tendre à l'amélioration tandis qu'aucun changement de classification n'est attendu pour les activités relatives à la pêche.

### **Parité hommes-femmes**

21. Le programme affiche de bons résultats en termes de participation des femmes<sup>2</sup>. Les activités proposées dans le cadre du financement supplémentaire devraient améliorer encore cette participation, en contribuant au développement de la filière du café, dans laquelle les femmes jouent traditionnellement un rôle primordial.

### **Système de suivi-évaluation**

22. Le don proposé ne provoquera pas de changement majeur dans l'organisation ni dans les procédures de suivi actuellement en place. Les modifications se limiteront à aligner les indicateurs quantitatifs et les calendriers actuels sur les nouvelles cibles définies au titre du don.

### **Arrangements institutionnels**

23. Aucun changement ne sera apporté au montage institutionnel mis en place à l'issue du dernier examen intercycles du mécanisme flexible de financement<sup>3</sup>, puisqu'il est jugé propre à assurer (y compris en termes de besoins en ressources humaines) la gestion correcte et ponctuelle du flux de ressources financières supplémentaires qui sera mis à disposition dans le cadre du nouveau don.

<sup>2</sup> De 16% à 38% des membres des organisations de producteurs créées par le PAPAFFA sont des femmes; le conseil d'administration de la CECAB – l'organisation de producteurs la plus importante du programme – compte trois femmes.

<sup>3</sup> Le Fonds pour les infrastructures communautaires.

### **Autres aspects liés à la durabilité**

24. Les mécanismes<sup>4</sup> établis progressivement afin d'assurer la durabilité à long terme des interventions du PAPAFA sont considérés comme le meilleur moyen de garantir également celle des activités mises en œuvre dans le cadre du nouveau don. La bonne administration du nouveau financement supplémentaire sera en outre garantie par: i) la gestion satisfaisante de l'ensemble du programme, soulignée dans les derniers rapports des missions de supervision du FIDA et le rapport sur l'état d'avancement du projet; et ii) la pleine conformité du PAPAFA aux dispositions des accords de prêt et la gestion saine des passations de marchés et des opérations financières (ainsi que le certifient les audits réguliers et indépendants demandés par l'UCP).

## **II. Instruments juridiques et autorité**

25. Un amendement à l'actuel accord de financement du programme entre la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement supplémentaire proposé sera consenti à l'emprunteur/bénéficiaire.
26. La République démocratique de Sao Tomé-et-Principe est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
27. Je certifie que le financement supplémentaire proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

## **III. Recommandation**

28. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe un don d'un montant équivalant à un million neuf cent quatre-vingt-dix mille droits de tirage spéciaux (1 990 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

---

<sup>4</sup> Fondés sur: i) la création d'organisations de producteurs; ii) leur autonomisation progressive, avec le renforcement des compétences techniques, institutionnelles et administratives; iii) l'établissement de liens commerciaux équitables moyennant des clauses d'approvisionnement établies avec des opérateurs étrangers et la participation de ces derniers à l'apport d'un appui technique intégré; et iv) la forte participation des communautés ciblées, grâce aux services/biens sociaux fournis par le PAPAFA et au flux d'avantages économiques qu'il génère.

## Key reference documents

### Country reference documents

- The Participatory Smallholder Agriculture and Artisanal Fisheries Development Programme, Appraisal Report (vol. I- Main Report and II -Annexes), February 2001.
- Amendments of the loan agreement for the: Sao Tome and Principe – Participatory Smallholder Agricultural and Artisanal Fisheries Development Programme, PAPAFFPA (loan 557-ST) - February 2006 and September 2009.
- EB 2009/98/INF.3 - Implementation of the second cycle of the Participatory Smallholder Agriculture and Artisanal Fisheries Development Programme.
- PAPAFFPA, Rapport d'évaluation du cycle I et formulation du cycle II, Avril 2006.
- PAPAFFPA, Rapport d'évaluation du cycle II et formulation du cycle III, Rapport 2206-ST.

### IFAD reference documents

- IFAD's targeting policy - Guidance note: Poverty targeting in IFAD supported projects.
- EB 2005/84/R.4/Rev.1: IFAD's private-sector development and partnership strategy.
- IFAD's rural poverty portal: Organic and fair trade production revitalizes cocoa industry in São Tome and Principe.

### Other miscellaneous reference documents

- Memorandum de entendimento para captação de financiamentos – PAPAFFPA/ Agencia Francesa de desenvolvimento/ Companhia Mediterranea dos Cafés Malongo, March 2010.
- Convention de Partenariat entre le Consortium Hom&Ter SAS/Agrisud International et le PAPAFFPA pour la «Professionnalisation de la filière poivre et épices biologiques et équitables à Sao Tome et Principe».
- Convention de Partenariat entre le Consortium CaféDirect/FairTrade Solutions Ltd et le PAPAFFPA pour la «Professionnalisation de la filière cacao équitable à Sao Tome et Principe».
- Convention de Partenariat entre le l'entreprise KAOKA Ltd et le PAPAFFPA pour la «Professionnalisation de la filière cacao biologique et équitable à Sao Tome et Principe».

## Logical Framework (revised as per last MTR of April 2009)

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables IOV	Sources de vérification	Hypothèses et risques
<b>1. OBJECTIF GENERAL DU PROJET</b>			
<b>Objectif global: L'amélioration des revenus/conditions de vie du groupe cible</b>	120 communautés d'intervention, 12 000 familles, 40 000 personnes, 6000 personnes bénéficiaires de services et de formations diverses	- Enquêtes de base, Statistiques nationales, Rapports de S&E et du PAPAFA	Environnement politique/économique défavorable/ Fiabilité des indicateurs
<b>2. OBJECTIFS SPECIFIQUES</b>			
<b>Objectif spécifique 1: Renforcer les capacités des populations rurales</b>	- 5 Contrats d'objectifs et de partenariat avec opérateurs privés opérationnels et 5 coopératives professionnelles viables et rentables/volumes d'exportation	- Evaluation intermédiaire et finale/Enquêtes thématiques ponctuelles/Rapports d'activités	- Fragilité de l'accès aux marchés d'export et volatilité des prix
<b>Objectif spécifique 2: Renforcer les infrastructures social/productives (FIC)</b>	- Nombre d'infrastructures de production et sociales opérationnelles/Nombre de km de routes/pistes construits/remis en état fonctionnels/75% des groupes de gestion formés	- Enquêtes thématiques/Evaluation intermédiaire et finale/Rapports d'activités	- Incertitude du cadre réglementaire - Absence d'autres bailleurs
<b>Objectif spécifique 3: Renforcer les OPs et leurs représentations professionnelles</b>	- L'organisation faitière (FENAPA) formée/consolidée est opérationnelle/80% des OPs sont opérationnelles et affiliées à la FENAPA et 60% paient leurs cotisations.	- Enquêtes thématiques/Rapports d'activités - Evaluations d'impact	- Insuffisant dynamisme associatif - Légalisation lente des Ops
<b>3. RESULTATS</b>			
Résumé descriptif	IOV des résultats	Cibles	Sources de vérification
<b>COMPOSANTE 1: APPUI AU DEVELOPPEMENT D'ACTIVITES ECONOMIQUES ET FILIERES</b>			
<i>Résultat attendu 1: Le développement opérationnel des cinq filières est assuré au travers de coopératives professionnelles viables et rentables</i>			
<b>Résultat 1.1: La filière cacao bio-équitable est opérationnelle et la CECAB est viable</b>	- Contrat d'objectif KAOKA rempli/Augmentation de la productivité/95% du cacao classifié de qualité/ Nombre de membres de CECAB (par genre)	- 40 communautés concernées/3200 ha de cacaoyers/ 650 tonnes exportées	- Enquêtes CECAB/Missions KAOKA/ - Rapports PAPAFA
<b>Résultat 1.2: La filière cacao équitable est opérationnelle et la CECAO-11 est viable</b>	- Contrat d'objectif CaféDirect (18 mois renouvelable) rempli/95% du cacao classifié de qualité/Nombre de membres de la CECAO11	- CECAO-11 légalisée/11 groupes opérationnels/755 membres	- Enquêtes CECAO-11/Missions Café Direct/Rapports PAPAFA
<b>Résultat 1.3: La filière poivre-épices est opérationnelle et la CEPIBA est viable</b>	- Contrat de partenariat Hom&Ter/Agrisud signé et rempli/ 95% du poivre classifié de qualité/Nombre membres de CEPIBA (par genre)	- CEPIBA légalisée/ 500 familles sur 29 communautés/55t de poivre sec exporté	- Enquêtes CEPIBA/Missions Hom&Ter/ Rapports PAPAFA
<b>Résultat 1.4: Le projet-pilote café est lancé avec l'appui du PAPAFA</b>	- Contrat d'objectif Malongo signé et rempli/Responsable et équipe technique recrutés/Coopérative mise en place/Volumes exportés	- Coopérative légalisée/300 personnes formées/campagnes café réalisées	- Rapports d'activités PAPAFA - Missions et rapports Malongo
<b>Résultat 1.5: La filière pêche artisanale/ poisson frais sous glace est relancée</b>	- Contrat d'objectif MARAPA rempli/Responsable technique désigné et 2 animateurs de proximité recrutés/Volumes de poisson commercialisés	- 9 communautés (dont Principe)/ 25 DCP/ 8 embarcations/13 points vente matériel	- Enquêtes/Rapports d'appui MARAPA et PAPAFA
<b>Résultat 1.6: La diversification des cultures vivrières est développée</b>	- Convention d'expertise CIAT signée et mise en œuvre/Nombre de communautés touchées/Surfaces cultivées et volumes de production	- 120 communautés/21 échanges inter-communautaires/7 champs-écoles	- Enquêtes/Missions et Rapports S&E et PAPAFA
<b>COMPOSANTE 2: RENFORCEMENT DE L'OFFRE DE SERVICES AU MONDE RURAL/FONDS D'INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES (FIC)</b>			
<i>Résultat attendu 2: Le FIC est effectivement opérationnel et répond aux besoins et attentes des producteurs</i>			
<b>Résultat 2.1: Une meilleure connaissance des besoins d'infrastructures socio-économiques</b>	Diagnostic et priorisation participatifs des besoins réalisés/Nombre de communautés touchées/Nombre d'infrastructures identifiées (par type)	- Au moins 60 communautés ont leurs besoins identifiés et priorisés	- Rapport des diagnostics participatifs - Rapports d'activités PAPAFA
<b>Résultat 2.2: La consolidation institutionnelle et opérationnelle du FIC est assurée</b>	- Manuel de procédures finalisé et appliqué/Contributions d'autres bailleurs et évolution de la part FIDA/Evolution du ratio Investissement/Fonctionnement	- Au moins 2 millions \$EU investi en 2014/ Coûts de fonctionnement partagés	- Rapports techniques/financiers et d'évaluation PAPAFA
<b>Résultat 2.3: Réalisation de projets d'infrastructures socio-économiques</b>	- Montants investis pour les infrastructures/Nbre de réseau d'eau potable et périmètres d'irrigation installés/Nbre de km de routes/pistes construits/	- Environ 180 projets bénéficiant à 4000 ménages	- Rapports techniques et financiers de la composante et de PAPAFA
<b>COMPOSANTE 3: ACCOMPAGNEMENT ET GESTION DU PROGRAMME</b>			
<i>Résultat attendu 3: La FENAPA est renforcée, légitime et représentative des associations de petits agriculteurs</i>			
<b>Résultat 3.1: La FENAPA est renforcée, légitimée, représentative et viable</b>	Nombre d'ateliers de concertation réalisés/Restructuration effective de la FENAPA/ Nbre de producteurs/unions membres effectifs/Montant des cotisations payées	8 ateliers régionaux et 2 nationaux/ 70% des OP membres sont actives et payant	- Rapports FENAPA et PAPAFA - Plan d'action FENAPA
<b>Résultat 3.2: La FENAPA offre des services de qualité à ses membres</b>	Nombre de services de qualité offerts/Nbre d'associations approvisionnées en sulfate et chaux/Nbre groupes communautaires créés/redynamisés.	88 visites de sensibilisation/55 enquêtes de prix et 3 études de marché/10 voyages d'échanges	- Rapports FENAPA et PAPAFA - Rapports S&E
<b>Résultat 3.3: Les associations et coopératives de producteurs sont membres de la FENAPA</b>	Nombre d'associations/coopératives membres/Nombre de personnes membres de ces associations (par genre)/Nombre de réunions interprofessionnelles réalisées	- 70% des coopératives sont membres de la FENAPA et paient leurs cotisations	- Rapports FENAPA et PAPAFA - Rapports S&E
<i>Résultat attendu 4: La gestion du programme est efficiente et le système de S&amp;E basé sur les résultats est opérationnel</i>			
<b>Résultat 4.1:Coordination assurée/gestion efficiente</b>	- Carnet de route respecté/Décassements cohérents avec la stratégie	- Carnet de route élaboré/Audits réalisées etc	- Rapports activités PAPAFA/audit
<b>Résultat 4.2: Outils de suivi-évaluation performants</b>	- Dispositif de S&E opérationnel (dont SYGRI)/Tableaux de bord suivis	- 5 études d'impact/3 thématiques réalisées	- Rapports d'activités PAPAFA
<b>Résultat 4.3: Transfert des acquis assuré</b>	- Comité (CDT) et Plan de désengagement et transfert (PDT) en place	- Formalisation du PDT	- Rapports d'activités PAPAFA